



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/48/690/Add.2
6 avril 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 136 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE LA FORCE DE PROTECTION DES NATIONS UNIES

Rapport du Secrétaire général

Additif

1. Dans son rapport sur le financement de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) du 28 mars 1994 (A/48/690/Add.1), le Secrétaire général donnait des indications sur les dépenses supplémentaires qu'il faudra engager au cours de la période allant du 1er avril au 31 juillet 1994, du fait que le mandat de la Force a été élargi afin d'assurer l'application des arrangements relatifs au cessez-le-feu et de garantir la liberté de circulation à Sarajevo et dans ses environs. Le montant brut des dépenses entraînées par le déploiement progressif de 150 observateurs militaires, de 8 250 officiers, sous-officiers et hommes de troupe, de 275 contrôleurs de la police civile et de 989 agents attachés au personnel civil, et par la mise en place connexe de matériel supplémentaire, est estimé à 151 180 000 dollars (soit un montant net de 150 932 700 dollars).

2. Le 31 mars 1994, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 908 (1994) par laquelle il a autorisé l'augmentation des effectifs militaires de la FORPRONU dans la limite de 3 500 hommes supplémentaires pour assurer l'application du cessez-le-feu et la liberté de mouvement à Sarajevo et dans ses environs¹, ainsi que l'application de l'accord de cessez-le-feu conclu entre le Gouvernement croate et les autorités locales serbes dans les zones protégées par les Nations Unies². Par cette même résolution, le Conseil a également autorisé l'affectation à la Force des ressources additionnelles demandées par le Secrétaire général dans son rapport du 24 mars 1994, en liaison avec la réouverture de l'aéroport de Tuzla³. La FORPRONU a déterminé qu'il fallait 20 observateurs militaires, 120 spécialistes et 20 contrôleurs de la police civile pour effectuer diverses tâches de transmission, d'administration, de transport, de génie et d'appui logistique liées à l'exploitation de l'aéroport de Tuzla.

3. Le renforcement du personnel militaire autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 908 (1994) représente en tout 3 660 hommes supplémentaires (20 observateurs militaires, 3 620 officiers, sous-officiers et hommes de troupe et 20 contrôleurs de la police civile), alors que les prévisions de dépenses

présentées dans le document A/48/690/Add.1 reposaient sur l'hypothèse que les effectifs militaires seraient renforcés de 8 675 hommes. On a donc revu ces estimations en tenant compte des réductions apportées aux trois catégories d'effectifs – observateurs militaires, contingents et contrôleurs de la police civile. La diminution est de 58 % en moyenne pour les effectifs militaires supplémentaires. En revanche, les prévisions de dépenses relatives à la location d'un avion n'ont pas été modifiées. En définitive, le montant brut total des prévisions révisées établies pour les quatre mois considérés s'élève à 63 733 100 dollars (soit un montant net de 63 629 200 dollars). On en trouvera une ventilation détaillée à l'annexe.

4. Compte tenu de ces réductions, l'Assemblée générale est invitée à autoriser l'engagement de dépenses supplémentaires à concurrence d'un montant brut de 63 733 100 dollars (soit un montant net de 63 629 200 dollars) pour assurer le fonctionnement de la Force du 1er avril au 31 juillet 1994, et à répartir un montant brut de 20 794 000 dollars (soit un montant net de 20 690 100 dollars).

Notes

¹ S/1994/291.

² S/1994/367.

³ S/1994/333.

Annexe

Force de protection des Nations Unies : prévisions de dépenses supplémentaires
pour la période allant du 1er avril au 31 juillet 1994

État récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Frais de premier établissement	Dépenses renouvelables	Total
1. Personnel militaire			
a) Observateurs militaires	17,6	225,4	243,0
b) Contingents	689,5	7 981,3	8 670,8
c) Autres dépenses afférentes au personnel militaire	—	718,7	718,7
2. Personnel civil			
a) Police civile	16,2	93,8	110,0
b) Personnel international et personnel local	54,3	911,7	966,0
c) Personnel contractuel international	—	1 021,5	1 021,5
d) Volontaires des Nations Unies	—	—	—
e) Personnel fourni par le gouvernement	—	—	—
f) Personnel civil chargé d'observer les élections	—	—	—
3. Locaux/hébergement	14 112,0	1 673,3	15 785,3
4. Remise en état des infrastructures	—	1 680,0	1 680,0
5. Transports	11 106,5	2 223,5	13 330,0
6. Opérations aériennes			
a) Hélicoptères	—	—	—
b) Avions	80,0	1 476,0	1 556,0
c) Indemnité de subsistance des équipages	—	—	—
d) Autres dépenses	—	—	—
7. Opérations navales	—	—	—
8. Transmissions	3 462,5	580,9	4 043,4
9. Matériel divers	11 256,0	258,3	11 514,3
10. Fournitures et services	1 107,1	1 426,7	2 533,8
11. Fournitures et services concernant les élections	—	—	—
12. Programme d'information	—	60,5	60,5
13. Programme de formation	—	—	—
14. Programme de déminage	420,0	247,0	667,0

/ . . .

	Frais de premier établissement	Dépenses renouvelables	Total
15. Aide au désarmement et à la démobilisation	—	—	—
16. Fret aérien et de surface	617,4	29,4	646,8
17. Système intégré de gestion	—	—	—
18. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	—	82,1	82,1
19. Contributions du personnel	—	103,9	103,9
Total, rubriques 1 à 19	42 939,1	20 794,0	63 733,1
20. Recettes provenant des contributions du personnel	—	(103,9)	(103,9)
Total net	42 939,1	20 690,1	63 629,2
21. Contributions volontaires en nature	—	—	—
Total des ressources nécessaires	42 939,1	20 690,1	63 629,2
